



DR

RÉSISTANCE AU CHANGEMENT OU LIMITE DE LA DÉMOCRATIE ?

PAR JEAN-CLAUDE SEYS, PRÉSIDENT DE L'INSTITUT DIDEROT

Les français sont réputés être les champions de la résistance au changement et les manifestations contre le retardement du départ à la retraite ont conforté cette image.

Quand on voit comment vivent nos contemporains et qu'on a quelques souvenirs un peu anciens, la résistance au changement n'apparaît pourtant pas comme leur caractéristique première : de paysans devenus bureaucrates, de ruraux, urbains, de familiers de la nature, adeptes de la technologie, de coutumiers des relations de proximité à membres de réseaux sociaux, ils ont parcouru un énorme chemin.

Ceci est d'autant plus remarquable qu'il existe des résistances légitimes au changement.

Toutes les sociétés tendent à rester identiques à elles-mêmes et exercent une pression dans ce sens sur les individus qui les composent.

L'inconscient collectif conserve le souvenir, depuis l'origine des temps, de coûteuses promesses de changement au profit d'avenirs radieux qui ne se sont jamais matérialisés. A cet égard, la résistance au changement se compare aux frottements qui ralentissent la marche, mais permettent aux hommes de se maintenir debout.

Enfin, tout changement, même positif et admis, requiert de l'énergie pour s'adapter, de sorte qu'il n'est possible que d'en accepter un nombre limité dans un temps donné (cf. *Alvin Toffler*, « *le choc du futur* »).

Ces raisons légitimes de résistance au changement peuvent être surmontées. Il peut s'imposer par sa progressivité, en apportant à chaque étape les preuves de son utilité : c'est ainsi que se sont installés la plupart des usages de la technologie.

Il peut être promu plus activement dès lors que les porteurs du changement sont réputés honnêtes, compétents et consistants dans le temps. Il faut aussi qu'ils sachent faire preuve de solidarité et

d'équité chaque fois que le changement profite à certains et en défavorise d'autres.

Mais au-delà de ces raisons légitimes, le changement se heurte à des oppositions d'intérêt : quiconque est avantagé par un changement tend à l'accepter : ainsi, un salarié accepte plus volontiers une promotion qu'une rétrogradation alors que la première constitue un changement plus important qu'un simple retour en arrière. Un changement défavorable, ou dont il n'est pas prouvé qu'il n'est pas défavorable, est refusé, non au titre de changement mais de l'intérêt, c'est à dire d'un égoïsme qu'on ne peut confondre avec le refus du changement en tant que tel.

Le dépassement des égoïsmes constitue un défi pour la démocratie : le fondement de celle-ci est l'égalité des citoyens et le vote à la majorité : dans les faits, tous les citoyens ne sont pas égaux : ceux qu'intéressent un sujet en valent 1 000 autres, et la démocratie, qui s'en trouve pourtant fragilisée, ne cesse d'accorder plus largement des pouvoirs de veto qui s'imposent à la majorité.

36 grutiers bloquent le port de Marseille et sacrifient, avec l'avenir portuaire de la France, des milliers d'emplois potentiels, des milliers d'associations de défense du statu quo ont l'oreille des politiques...

N'importe quelle initiative économique se heurte à l'opposition des riverains ou d'autres groupuscules, le plus souvent sans autre cause que la volonté de pouvoir de quelques individus ou la recherche de contreparties indues contre l'abandon de leur capacité de nuire.

Ce ne sont là que quelques illustrations d'un phénomène multiforme. Aucune méthode ne permet de dépasser les égoïsmes, sauf à redonner à la majorité démocratique le pouvoir qui est censé être le sien. ■

www.jeanclaudeseys.fr